

<i>Lijst met de gebonden Staten</i>			<i>Liste des Etats liés</i>		
<i>Staten</i>	<i>Datum van neerlegging van de bekrachtigingsoorkonde</i>	<i>Datum van inwerkingtreding</i>	<i>Etats</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification</i>	<i>Date de l'entrée en vigueur</i>
—	—	—	—	—	—
<i>Luxemburg</i>	<i>21 januari 1997</i>	<i>1 april 1997</i>	<i>Italie</i>	<i>15 décembre 1993</i>	<i>1er mars 1994</i>
<i>Nederland</i>	<i>11 februari 1993</i>	<i>1 september 1993</i>	<i>Luxembourg</i>	<i>21 janvier 1997</i>	<i>1er avril 1997</i>
<i>Portugal</i>	<i>30 juni 1994</i>	<i>1 september 1994</i>	<i>Pays-Bas</i>	<i>11 février 1993</i>	<i>1er septembre 1993</i>
<i>Spanje</i>	<i>2 juni 1993</i>	<i>1 september 1993</i>	<i>Portugal</i>	<i>30 juin 1994</i>	<i>1er septembre 1994</i>
<i>Verenigd Koninkrijk</i>	<i>30 september 1997</i>	<i>1 december 1997</i>	<i>Royaume-Uni</i>	<i>30 septembre 1997</i>	<i>1er décembre 1997</i>

N. 98 — 2006

[S - C - 98/15080]

23 APRIL 1998. — **Wet houdende instemming met het Vierde Protocol bij de Algemene Overeenkomst inzake de Handel in Diensten, gedaan te Genève op 15 april 1997 (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Vierde Protocol bij de Algemene Overeenkomst inzake de Handel in Diensten, gedaan te Genève op 15 april 1997, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 23 april 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

De Minister van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Telecommunicatie,
E. DI RUPO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Nota

(1) Parlementaire verwijzingen :

Zitting 1997-1998.

Senaat :

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 5 december 1997, nr. 1-809/1. — Verslag, nr. 1-809/2. — Tekst aangenomen in Commissie, nr. 1-809/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 19 februari 1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Documenten. — Tekst overgezonden door de Senaat nr. 1441/1. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd nr. 1441/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 19 maart 1998.

F. 98 — 2006

[S - C - 98/15080]

23 AVRIL 1998. — **Loi portant assentiment au Quatrième Protocole annexé à l'Accord général sur le Commerce des Services, fait à Genève le 15 avril 1997 (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Le Quatrième Protocole annexé à l'Accord général sur le Commerce des services, fait à Genève le 15 avril 1997, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donne à Châteauneuf-de-Grasse, le 23 avril 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Le Ministre du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Télécommunications,
E. DI RUPO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Note

(1) Références parlementaires :

Session 1997-1998.

Sénat :

Documents. — Projet de loi déposé le 5 décembre 1997, nr. 1-805/1. — Rapport n° 1-809/2. — Texte adopté en Commission, n° 1-809/3.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 19 février 1998.

Chambre des représentants :

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 1441/1. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale n° 1441/2.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 19 mars 1998.

Quatrième protocole annexé à l'accord général sur le commerce des services

Les Membres de l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée l'"OMC") dont les Listes d'engagements spécifiques et les Listes d'exemptions des obligations énoncées à l'article II de l'Accord général sur le commerce des services concernant les télécommunications de base sont annexées au présent protocole (ci-après dénommés les "Membres concernés"),

Ayant mené des négociations conformément aux dispositions de la Décision ministérielle sur les négociations sur les télécommunications de base adoptée à Marrakech le 15 avril 1994,

Eu égard à l'Annexe sur les négociations sur les télécommunications de base,

Conviennent des dispositions suivantes:

1. A l'entrée en vigueur du présent protocole, une Liste d'engagements spécifiques et une Liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II concernant les télécommunications de base annexées au présent protocole pour un Membre compléteront ou modifieront, conformément aux modalités qui y sont spécifiées, la Liste d'engagements spécifiques et la Liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II de ce Membre.

2. Le présent protocole sera ouvert à l'acceptation, par voie de signature ou autrement, des Membres concernés jusqu'au 30 novembre 1997.

3. Le Protocole entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1998 à condition qu'il ait été accepté par tous les Membres concernés. Si, au 1^{er} décembre 1997, le Protocole n'a pas été accepté par tous les Membres concernés, les Membres qui l'auront accepté à cette date pourront, avant le 1^{er} janvier 1998, prendre une décision concernant son entrée en vigueur.

4. Le présent protocole sera déposé auprès du Directeur général de l'OMC. Le Directeur général de l'OMC remettra dans les moindres délais à chaque Membre de l'OMC une copie certifiée conforme du présent protocole et des notifications des acceptations dudit protocole.

5. Le présent protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à Genève, le quinze avril mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole les trois textes faisant également foi, sauf dispositions contraires concernant les Listes annexées au présent protocole.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET DE LEURS ÉTATS MEMBRES**Liste d'engagements spécifiques**

(Cette liste d'engagements est authentique en français, anglais et espagnol)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale
4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>2.C Services de télécommunications</p> <p>Les services de télécommunications concernent la transmission de signaux électromagnétiques - son, données, image et toute combinaison de ces éléments - à l'exclusion de la diffusion. (1)</p> <p>En conséquence, les engagements inscrits dans la présente liste ne visent pas l'activité économique consistant à fournir un contenu par le biais de services de télécommunications. La fourniture de ce contenu transporté par des services de télécommunications est soumise aux engagements spécifiques contractés par les Communautés européennes et leurs États membres dans d'autres secteurs pertinents.</p> <p>Tous les sous-secteurs</p>	<p>FIN: Les prescriptions générales concernant les personnes morales indiquées sous "Engagements horizontaux" dans le document GATS/SC/33 ne s'appliquent pas au secteur des télécommunications, excepté que:</p> <p>— la moitié des fondateurs, la moitié des membres du conseil d'administration et le directeur général doivent avoir leur domicile permanent dans l'Espace économique européen (EEE). Si le fondateur est une personne morale, celle-ci doit être domiciliée dans l'EEE.</p> <p>1) Néant, excepté pour:</p> <p>P: Les services de base ne peuvent être fournis que par des sociétés établies au Portugal.</p>	<p>FIN: Les prescriptions générales concernant les personnes morales indiquées sous "Engagements horizontaux" dans le document GATS/SC/33 ne s'appliquent pas au secteur des télécommunications. Les prescriptions relatives aux Îles Aland restent d'application.</p>	<p>Engagements additionnels des Communautés européennes et de leurs États membres pris conformément à l'annexe, dont toutes les parties ont également force obligatoire.</p> <p>B: Les conditions d'octroi de licences peuvent avoir pour objet de garantir le service universel, y compris par le biais du financement, de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence, et ne seront pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire.</p>

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Services nationaux et internationaux</p> <p>Services nationaux et internationaux fournis à l'aide de toute technologie de réseau, sur infrastructures propres ou par revente, à usage public et non public, sur les segments du marché suivants (ces services correspondent aux numéros ci-après de la CPC: 7521, 7522, 7523, 7524, 7525, 7526 et 7529; la diffusion est exclue):</p> <p>a) Services de téléphonie vocale b) Services de transmission de données avec commutation par paquets c) Services de transmission de données avec commutation de circuits d) Services de télex e) Services de télégraphe f) Services de télécopie g) Services de circuits loués</p>	<p>GR: L'accès est réservé aux sociétés anonymes, lesquelles doivent se consacrer exclusivement à la fourniture de services de télécommunications.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, excepté pour(*):</p> <p>GR: Accès réservé à des sociétés anonymes, lesquelles doivent se consacrer exclusivement à la fourniture de services de télécommunications</p> <p>P: La participation directe ou indirecte de personnes physiques non ressortissantes d'Etats membres des Communautés ou celle des sociétés ou entreprises extracommunautaires au capital des fournisseurs de services de télécommunications de base ne peuvent dépasser 25 pour cent.</p> <p>F. Participation indirecte : néant. Les personnes physiques ou morales non communautaires ne peuvent détenir directement plus de 20 pour cent des actions ou droits de vote dans des sociétés autorisées à établir et à exploiter une infrastructure radioélectrique pour la fourniture de services de télécommunications au public. Aux fins de l'application de la présente disposition, les sociétés ou entreprises dûment constituées selon la législation d'un Etat membre des Communautés sont considérées comme des personnes morales communautaires</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant, excepté pour (2): E: Néant, sauf pour le calendrier de libéralisation ci-après: une licence supplémentaire pour l'ensemble du territoire en janvier 1998; libéralisation complète à partir du 30 novembre 1998. (3) IRL: Néant, sauf pour les services de téléphonie vocale offerts au public et les services fournis sur infrastructures propres (néant à compter du 1^{er} janvier 2000) P: Néant, sauf pour les services de téléphonie vocale offerts au public, de télex et de télégraphe (néant à compter du 1^{er} janvier 2000) et les services fournis sur infrastructures propres (néant à compter du 1^{er} juillet 1999). GR: Néant, sauf pour les services de téléphonie vocale offerts au public et les services fournis sur infrastructures propres (néant à compter du 1^{er} janvier 2003).</p>	<p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant</p>	<p>P: Le gouvernement portugais a l'intention de présenter au Parlement un projet de loi visant à supprimer en partie les limitations actuelles de la participation étrangère au capital des sociétés fournissant des services de télécommunications de base, en 1998 au plus tard. Si elle est approuvée, la nouvelle loi sera consolidée en 1999 au plus tard.</p>

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
o. Autres services Services et systèmes de communications mobiles et personnelles	<p>2) Néant</p> <p>3) Néant, excepté pour (4): E: Néant, sauf pour le calendrier de libéralisation ci-après: une licence supplémentaire pour l'ensemble du territoire en janvier 1998; libéralisation complète à partir du 30 novembre 1998. (5) IRL: Néant, sauf pour les services de téléphonie vocale offerts au public et les services fournis sur infrastructures propres (néant à compter du 1^{er} janvier 2000). P: Néant, sauf pour les services de téléphonie vocale offerts au public, de télex et de télégraphe (néant à compter du 1^{er} janvier 2000) et les services fournis sur infrastructures propres (néant à compter du 1^{er} juillet 1999). GR: Néant, sauf pour les services de téléphonie vocale offerts au public et les services fournis sur infrastructures propres (néant à compter du 1^{er} janvier 2003).</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant, excepté pour: IRL, P: Interconnexion internationale de réseaux mobiles avec d'autres réseaux fixes ou mobiles (néant à compter du 1^{er} janvier 1999).</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, excepté pour: IRL, P: Interconnexion internationale de réseaux mobiles avec d'autres réseaux fixes ou mobiles (néant à compter du 1^{er} janvier 1999).</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

ENGAGEMENTS ADDITIONNELS DES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET DE LEURS ETATS MEMBRES

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunications de base sur lesquels sont fondés les engagements des Communautés européennes et de leurs Etats membres relatifs à l'accès au marché.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau et d'un service publics de transport des télécommunications

a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et

b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur le marché pertinent de services de télécommunication de base par suite:

a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou

b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1. Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2. Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;

b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et

c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1. La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur.

2.2. Interconnexion à assurer

Dans les limites de l'accès autorisé au marché, l'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée (6)

a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques), à des tarifs non discriminatoires et à une qualité qui n'est pas moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées (7);

b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des tarifs fondés sur les coûts qui soient transparents, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et

c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3. Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4. Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5. Interconnexion règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

a) à tout moment, soit

b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et tarifs d'interconnexion pertinents dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligations en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et

b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Attribution et utilisation des ressources rares

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les droits de passage, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation actuelle des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.

Ce protocole n'est pas encore entré en vigueur. Un avis ultérieur paraîtra pour mentionner la liste des Etats liés et la date d'entrée en vigueur.

Notes

(1) La diffusion est définie comme étant la chaîne de transmission ininterrompue nécessaire pour la distribution au public des signaux de programmes radiophoniques et télévisuels, mais elle ne couvre pas les liaisons de contribution entre les exploitants.

(*) Note explicative : quelques pays membres des Communautés maintiennent une participation de l'Etat dans certaines sociétés exploitant des services de télécommunications. Les Etats membres des Communautés se réservent le droit de maintenir cette participation de l'Etat à l'avenir. Il ne s'agit pas d'une limitation de l'accès aux marchés. En Belgique, la participation et les droits de vote de l'Etat dans la société Belgacom sont fixés librement par le pouvoir législatif comme c'est actuellement le cas en vertu de la loi du 21 mars 1991 sur la réforme des entreprises économiques appartenant à l'Etat.

(2) Le Luxembourg a demandé de pouvoir reporter au 1^{er} janvier 2000 la libéralisation des télécommunications. La CE doit encore se prononcer sur cette demande.

(3) Les demandes de licences ultérieures seront reçues à partir du 1^{er} août 1998.

(4) Le Luxembourg a demandé de pouvoir reporter au 1^{er} janvier 2000 la libération des télécommunications. La CE doit encore se prononcer sur cette demande.

(5) Les demandes de licences ultérieures seront reçues à partir du 1^{er} août 1998.

(6) Il est garanti que les fournisseurs de services ou de réseaux non accessibles au public, tels que ceux qui sont réservés à des groupes fermés d'utilisateurs, ont le droit de se connecter aux réseaux ou services publics de transport des télécommunications suivant des modalités, à des conditions et moyennant des tarifs qui sont non discriminatoires, transparents et fondés sur les coûts. Ces modalités, conditions et tarifs peuvent, toutefois, différer des modalités, conditions et tarifs applicables à l'interconnexion entre réseaux ou services publics de télécommunications.

(7) Des modalités, conditions et tarifs différents peuvent être fixés dans la Communauté pour les exploitants relevant de segments différents du marché, sur la base de régimes nationaux de licence non discriminatoires et transparents, lorsque ces différences peuvent être justifiées objectivement du fait que les services en question ne sont pas considérés comme des "services similaires".

VERTALING

Vierde protocol bij de algemene overeenkomst inzake de handel in diensten

De Leden van de Wereldhandelsorganisatie (hierna genoemd "WTO") waarvan de Lijsten van bijzondere verbintenissen en de Lijsten van vrijstellingen van de in artikel II van de Algemene Overeenkomst inzake de handel in basistelecommunicatiediensten bedoelde verplichtingen, aan dit protocol zijn gehecht,

Hebbende onderhandelingen gevoerd overeenkomstig het bepaalde in het Ministerieel besluit aangaande de onderhandelingen over basistelecommunicatie, aangenomen te Marrakech op 15 april 1994,

Gelet op de Bijlage inzake de onderhandelingen over basistelecommunicatie,

Komen het volgende overeen:

1. Bij de inwerkingtreding van dit Protocol worden de aan dit Protocol gehechte Lijst van bijzondere verbintenissen en de Lijst van vrijstellingen van de in artikel II voor een Lid bepaalde verplichtingen, overeenkomstig de daarin bepaalde werkwijzen, aangevuld met of gewijzigd door een Lijst van bijzondere verbintenissen en een Lijst van de in artikel II bedoelde verplichtingen inzake basistelecommunicatie, welke voor een Lid aan dit Protocol zijn gehecht.

2. Dit protocol staat tot 30 november 1997 open voor aanvaarding, door ondertekening of op andere wijze, door de betrokken Leden.

3. Het Protocol treedt in werking op 1 januari 1998 op voorwaarde dat het door alle betrokken Leden is aanvaard. Indien op 1 december 1997 het Protocol niet door alle betrokken leden is aanvaard, kunnen de Leden die het op die datum wel hebben aanvaard, vóór 1 januari 1998 een beslissing omtrent de inwerkingtreding ervan nemen.

4. Het onderhavige Protocol wordt neergelegd bij de Directeur-Generaal van de WTO. De Directeur-Generaal van de WTO verstrekt onverwijld een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van dit Protocol en van de kennisgeving van elke aanvaarding daarvan aan elk Lid van de WTO.

5. Dit Protocol wordt geregistreerd overeenkomstig het bepaalde in artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties.

Gedaan te Genève, op vijftien april negentienhonderd zevenennegentig, in één exemplaar, in de Engelse, de Franse en de Spaanse taal, zijnde elke tekst authentiek, andersluidende bepalingen betreffende de aan dit protocol gehechte lijsten buiten beschouwing gelaten.

DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN EN HUN LID-STATEN**Lijst van bijzondere verbintenissen**

(Deze lijst is rechtsgeldig in het Frans, het Engels en het Spaans)

Wijze van levering:

1) Grensoverschrijdende leveringen 2) Consumptie in het buitenland 3) Commerciële vestiging 4) Aanwezigheid van natuurlijke personen

Sector of deelsector	Besprekingen inzake markttoelage	Beperkingen inzake nationale behandeling	Bijkomende verbintenissen
<p>2.C Telecommunicatiediensten Onder telecommunicatiediensten wordt verstaan de transmissie van elektromagnetische signalen, geluid, data, beeld en onderlinge combinaties hiervan - met uitzondering van uitzendingen (1). De verbintenissen die in deze lijst voorkomen, doelen bijgevolg niet op de economische activiteit die bestaat uit het leveren van een inhoud via telecommunicatiediensten. De levering van bedoelde inhoud door overbrenging via telecommunicatiedienst is onderworpen aan de bijzondere verbintenissen die door de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten in andere desbetreffende sectoren zijn aangegaan.</p> <p>Alle deelsectoren</p>	<p>FIN: De algemene voorschriften inzake rechtspersonen als vermeld onder "Horizontale verbintenissen" in document GATS/SC/33, zijn niet van toepassing op de telecommunicatiesector met uitzondering van het feit dat:</p> <p>— de helft van de oprichters, de helft van de leden van de raad van bestuur en de directeur-generaal hun vaste woonplaats in de Europese Economische Ruimte (EER) dienen te hebben. Indien de oprichter een rechtspersoon is, dient hij in de EER gevestigd te zijn</p> <p>1) Geen, met uitzondering valt:</p> <p>P: De basisdiensten mogen alleen door in Portugal gevestigde vennootschappen worden geleverd</p> <p>GR: De toegang blijft beperkt tot naamloze vennootschappen die alleen de levering van telecommunicatiediensten als werkterrein mogen hebben</p> <p>2) Geen</p> <p>3) Geen, met uitzondering van (*):</p> <p>GR: De toegang blijft beperkt tot naamloze vennootschappen die alleen de levering van telecommunicatiediensten als werkterrein mogen hebben</p> <p>P: de rechtstreekse of onrechtstreekse deelneming van natuurlijke personen die geen onderdaan zijn van een EG-Lidstaat dan wel de deelneming van vennootschappen of bedrijven van buiten de EG in het kapitaal van leveranciers van basistelecommunicatiediensten, mag niet meer dan 25 %, bedragen</p> <p>F: Onrechtstreekse deelneming: geen. De rechtstreekse deelneming van natuurlijke of rechtspersonen van buiten de EG mag niet hoger zijn dan 20 % van de aandelen of het stemrecht in vennootschappen die de toelating hebben voor de inrichting en de exploitatie van een radio-elektrische uitrusting voor de levering van telecommunicatiediensten aan het publiek. Met het oog op de toepassing van de onderhavige bepaling worden de vennootschappen of bedrijven die naar behoren zijn opgericht volgens de wetgeving van een EG-lidstaat beschouwd als EG-rechtspersonen</p>	<p>FIN: De algemene voorschriften inzake rechtspersonen als vermeld onder "Horizontale verbintenissen" in document GATS/SC/33, zijn niet van toepassing op de telecommunicatiesector. De voorschriften met betrekking tot de Åland-eilanden blijven van toepassing.</p> <p>2) Geen</p> <p>3) Geen</p>	<p>Bijkomende verbintenissen van de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, aangegaan overeenkomstig de bijlage waarvan alle onderdelen gelijkelijk bindend zijn.</p> <p>B: De toekenning van vergunningen kan onderworpen zijn aan de voorwaarde van universele dienstverlening, met inbegrip van de financiering die op een doorzichtige, niet-discriminerende en op concurrentiegebied onpartijdige wijze dient tot stand te komen. Bovendien mogen de voorwaarden niet strakker zijn dan wat noodzakelijk wordt geacht.</p> <p>P: de Portugese regering is voornemens een wetsontwerp aan het Parlement voor te leggen met het oog op de gedeeltelijke opheffing, ten laatste in 1998, van de bestaande beperkingen van buitenlandse deelneming in het kapitaal van vennootschappen die telecommunicatiediensten leveren. Indien het voorstel wordt aangenomen zal de nieuwe wet ten laatste in 1999 worden bekrachtigd.</p>

Sector of deelsector	Besprekingen inzake markttoelage	Beperkingen inzake nationale behandeling	Bijkomende verbintenissen
<p>Nationale en internationale diensten Nationale en internationale diensten die bij wege van netwerktechnologie, eigen infrastructuur of doorverkoop, al dan niet voor het publiek in de volgende marktsegmenten worden geleverd (deze dienstenbeantwoorden de nummers 7521, 7522, 7523, 7524, 7525, 7526 en 7529 van de CPC; uitzendingen vallen niet onder deze categorie.</p> <p>a) diensten voor spraaktelefonie b) diensten voor datatransmissie met pakketschakeling c) diensten voor datatransmissie met pakketschakeling d) telexdiensten e) telegraafdiensten f) faxdiensten g) diensten voor gehuurde schakelingen</p>	<p>4) niet-gebonden tenzij als aangegeven in "Horizontale verbintenissen"</p> <p>1) Geen, behalve voor: (2) E: Geen, tenzij voor onderstaand liberaliseringsschema: een bijkomende vergunning voor het gehele grondgebied in januari 1998; een volledige liberalisering met ingang van 30 november 1998 (3) IRL: Geen, behalve voor diensten voor spraak-telefonie voor het publiek en voor diensten die bij wege van eigen infrastructuur worden geleverd (niet van toepassing met ingang van 1 januari 2000). P: Geen, tenzij voor diensten voor spraak-telefonie voor het publiek alsmede voor telex- en telegraafdiensten (niet van toepassing met ingang van 1 januari 2000) en voor de diensten die bij wege van eigen infrastructuur worden geleverd (geen met ingang van 1 juli 1999) GR: Geen, behalve voor diensten voor spraak-telefonie voor het publiek en voor de diensten die bij wege van eigen infrastructuur worden geleverd (geen met ingang van 1 januari 2003).</p> <p>2) Geen</p> <p>3) Geen behalve voor (4): E: Geen tenzij voor onderstaand liberaliseringsschema: een bijkomende vergunning voor het gehele grondgebied in januari 1998; een volledige liberalisering met ingang van 30 november 1998 (5) IRL: Geen behalve voor diensten voor spraaktelefonie voor het publiek en voor diensten die bij wege van eigen infrastructuur worden geleverd (niet van toepassing met ingang van 1 januari 2000). P: Geen tenzij voor diensten voor spraak-telefonie voor het publiek alsmede voor telex- en telegraafdiensten (geen met ingang van 1 januari 2000) en voor de diensten die bij wege van eigen infrastructuur worden geleverd (geen met ingang van 1 juli 1999). GR: Geen tenzij voor diensten voor spraak-telefonie voor het publiek en voor de diensten die bij wege van eigen infrastructuur worden geleverd (geen met ingang van 1 januari 2003).</p> <p>4) Niet-gebonden tenzij als aangegeven in "Horizontale verbintenissen"</p>	<p>4) niet-gebonden tenzij als aangegeven in "Horizontale verbintenissen"</p> <p>1) Geen</p> <p>2) Geen</p> <p>3) Geen</p> <p>4) Niet-gebonden tenzij als aangegeven in "Horizontale verbintenissen"</p>	

Sector of deelsector	Besprekingen inzake markttoelage	Beperkingen inzake nationale behandeling	Bijkomende verbintenissen
o. Andere diensten Diensten en systemen voor mobiele en persoonlijke communicatie	1) Geen behalve voor: IRL, P: internationale interconnectieverbinding van mobiele netwerken met andere vaste of mobiele netwerken (geen met ingang van 1 januari 1999). 2) Geen 3) Geen behalve voor: IRL, P: internationale interconnectieverbinding van mobiele netwerken met andere vaste of mobiele netwerken (geen met ingang van 1 januari 1999). 4) Niet-gebonden tenzij als aangegeven in "Horizontale verbintenissen"	1) Geen Beperkingen inzake nationale behandeling 2) Geen 3) Geen 4) Niet-gebonden tenzij als aangegeven in "Horizontale verbintenissen"	Bijkomende verbintenissen

BIJKOMENDE VERBINTENISSEN VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN EN HUN LID-STATEN

Voorwerp

Dit document bevat omschrijvingen en beginselen betreffende de kaderregeling voor basistelecommunicatiediensten waarop de verbintenissen van de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Statens inzake markttoegang berusten.

Omschrijvingen

De term gebruikers omvat zowel de consumenten als de verleners van diensten.

Onder de uitdrukking essentiële installaties dient te worden verstaan de installatie van een openbaar netwerk en een openbare dienst voor telecommunicatieverkeer die

- a) exclusief dan wel voornamelijk door één of een beperkt aantal leveranciers worden geleverd; en
- b) uit economisch of technisch oogpunt onvervangbaar zijn voor een te verlenen dienst.

Een hoofdleverancier is een leverancier die de deelnemingsmodaliteiten in de desbetreffende markt van basistelecommunicatiediensten (wat de prijs en het aanbod betreft) in aanzienlijke mate kan beïnvloeden:

- a) door middel van de controle die hij uitoefent op het stuk van de essentiële installaties; dan wel
- b) door zijn positie op de markt te benutten.

1. Vrijwaringsmaatregelen met betrekking tot de mededinging

1.1. Voorkomen van mededingingsbeperkende gedragingen op het gebied van telecommunicatie

Om te voorkomen dat hoofdleveranciers, hetzij individueel hetzij in groep, zich schuldig maken aan mededingingsbeperkende gedragingen of deze in stand houden, zullen passende maatregelen worden genomen.

1.2. Vrijwaringsmaatregelen

Onder mededingingsbeperkende gedragingen dient in het bijzonder te worden verstaan:

- a) overlappende subsidieverlening waardoor de concurrentie wordt verstoord;
- b) het benutten van bij de concurrent ingewonnen inlichtingen waardoor de concurrentie wordt verstoord; en
- c) nalaten technische gegevens over de essentiële installaties en relevante handelsinformatie die noodzakelijk zijn om diensten te kunnen verlenen, te gelegener tijd aan de andere dienstverleners door te geven.

2. Interconnectieverbinding

2.1. Dit hoofdstuk handelt over verbindingen met leveranciers van openbare netwerken of diensten voor telecommunicatieverkeer die gebruikers van een leverancier in staat stellen in verbinding te treden met gebruikers van een andere leverancier en hen toegang verlenen tot de diensten van een andere leverancier.

2.2. Tot stand te brengen interconnectieverbinding

Binnen de grenzen van de toegestane markttoegang wordt de interconnectieverbinding met een hoofdleverancier op gelijk welk punt van het netwerk tot stand gebracht, voor zover dit technisch haalbaar is. Deze interconnectieverbinding wordt tot stand gebracht (6)

a) op de wijzen, onder de voorwaarden (technische voorschriften en technische specificaties inbegrepen) en tegen de tarieven die overeenstemmen met het beginsel van non-discriminatie en met dien verstande dat de kwaliteit niet minder gunstig is dan die waarin voorzien is voor soortgelijke door de dienstverlener verleende diensten of voor soortgelijke diensten van niet-aangesloten dienstverleners dan wel dochtermaatschappijen of andere geaffilieerde maatschappijen (7);

b) te gelegener tijd, op de wijzen, onder de voorwaarden (technische voorschriften en technische specificaties inbegrepen) en tegen op de prijs gebaseerde doorzichtige en redelijke tarieven, waarbij rekening wordt gehouden met de economische haalbaarheid en de behoeften van de gebruiker, zodat deze niet hoeft te betalen voor netwerkonderdelen of -installaties die niet noodzakelijk zijn voor de door hem te verlenen dienst; en

c) desgevraagd op meer punten dan de voor het merendeel van de gebruikers toegankelijke eindstations, tegen tarieven waarin de kostprijs voor de vereiste bijkomende installaties is doorberekend.

2.3. Toegang voor het publiek tot de onderhandelingsprocedures inzake interconnectieverbindingen

Het publiek heeft toegang tot de procedures die op een interconnectieverbinding met een hoofdleverancier van toepassing zijn.

2.4. Doorzichtige schikkingen met betrekking tot interconnectieverbindingen

Overeengekomen werd dat een hoofdleverancier het publiek de door hem gesloten interconnectieverbindingsovereenkomsten dan wel een standaardofferte voor het totstandbrengen van een interconnectieverbinding ter beschikking stelt.

2.5. Interconnectieverbinding: regeling van geschillen

Een dienstverlener die de interconnectieverbinding met een hoofdleverancier aanvraagt, kan:

- a) ofwel op eender welk tijdstip, ofwel
- b) na een redelijke termijn die vooraf werd bekendgemaakt,

een beroep doen op een onafhankelijke interne instantie, met name het in lid 5 hierna vermelde Regelgevend Orgaan dat bevoegd is voor het regelen, binnen een redelijke termijn, van geschillen inzake de desbetreffende wijzen, voorwaarden en tarieven met betrekking totale interconnectieverbinding, voor zover deze niet vooraf werden vastgelegd.

3. Universele dienstverlening

Elk Lid heeft het recht het type verplichtingen inzake universele dienstverlening die hij wenst te handhaven, vast te leggen. Deze verplichtingen worden niet als concurrentieverstorend beschouwd, op voorwaarde dat ze op doorzichtige, niet-discriminerende wijze en op het stuk van de mededinging onpartijdig worden toegepast en dat de toepassing ervan niet strenger is dan nodig voor het soort universele dienstverlening, als vastgelegd door het Lid.

4. Toegang voor het publiek tot de vergunningscriteria

Wanneer een vergunning vereist is, heeft het publiek toegang tot de volgende gegevens:

- a) alle vergunningscriteria alsmede de termijn die normaliter vereist is om over een vergunningsaanvraag te kunnen beslissen; en
- b) de individuele vergunningswijzen en -voorwaarden.

De redenen voor de weigering van een vergunning zullen aan de aanvrager meegedeeld worden.

5. Onafhankelijk functionerende Regelgevend Orgaan

Het Regelgevend Orgaan heeft geen banden met de leverancier van basistelecommunicatiediensten en valt niet onder zijn gezag. De Regelgevende Organen en de door hen gebruikte procedures zijn onpartijdig jegens alle marktdeelnemers.

6. Toekenning en gebruik van zeldzame middelen

Alle procedures betreffende de toekenning en het gebruik van beperkte middelen, met inbegrip van de frekwenties, de nummers en de gebruiksrechten worden op objectieve, passende, doorzichtige en niet-discriminerende wijze gehanteerd. De gegevens betreffende de huidige stand van zaken met betrekking tot de toegewezen frequentiebanden zullen ter beschikking worden gesteld van het publiek, maar het is niet verplicht de voor specifieke gebruiksdoeleinden van overheidswege toegewezen frequenties uitvoerig te vermelden.

Dit Protocol is nog niet in werking getreden. Een volgend advies zal gepubliceerd worden om de lijst van de gebonden Staten en de datum van de inwerkingtreding te vermelden.

Nota's

(1) De definitie van uitzending luidt : de ononderbroken transmissie die nodig is voor de openbare distributie van de signalen van radio- en tv-uitzendingen, met uitsluiting van de door de exploitanten gemeenschappelijk verzorgde verbindingen.

(*) Toelichtende noot : In een aantal EG-Lidstaten neemt de Staat deel in bepaalde vennootschappen die telecommunicatiediensten leveren. De EG-Lidstaten behouden zich het recht voor deze staatsparticipatie ook in de toekomst aan te houden. Het betreft geenszins een beperking van de markttoegang. In België zijn de deelneming en het stemrecht van de Staat in Belgacom vrij door de wetgever bepaald. Dit gebeurt thans krachtens de wet van 21 maart 1991 inzake de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

(2) Luxemburg heeft om uitstel van de liberalisering van de telecommunicatiemarkt tot 1 januari 2000 verzocht. De EG dient nog uitspraak te doen over dit verzoek.

(3) Aanvragen voor latere vergunningen worden vanaf 1 augustus 1998 ingewacht.

(4) Luxemburg heeft om uitstel van de liberalisering van de telecommunicatiemarkt tot 1 januari 2000 verzocht. De EG dient nog uitspraak te doen over dit verzoek.

(5) Aanvragen voor latere vergunningen worden vanaf 1 augustus 1998 ingewacht.

(6) Ook leveranciers van diensten of netwerken die niet voor het publiek toegankelijk zijn, met name die welke zijn voorbehouden aan gesloten gebruikersgroepen, kunnen op de openbare netwerken of diensten voor het telecommunicatieverkeer worden aangesloten op niet-discriminerende wijze, onder voorwaarden van doorzichtigheid en tegen op prijzen gebaseerde tarieven. Deze wijzen, voorwaarden en tarieven kunnen verschillen van de wijzen, voorwaarden en tarieven die op de interconnectieverbinding tussen openbare telecommunicatienetwerken of -diensten van toepassing zijn.

(7) Binnen de Gemeenschap kunnen voor de exploitanten die onder verschillende marktsegmenten ressorteren, verschillende wijzen, voorwaarden en tarieven worden vastgelegd op basis van nationale niet-discriminerende en doorzichtige vergunningsprocedures wanneer deze verschillen objectief verantwoord kunnen worden aan de hand van het feit dat de desbetreffende diensten niet als "soortgelijke diensten" worden beschouwd.